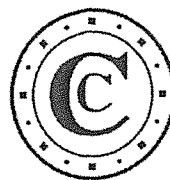


Chambre régionale
des comptes

Champagne-Ardenne,
Lorraine



RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES

**Communauté d'agglomération de
Saint-Dizier, Der et Blaise**

(Haute-Marne)

Les observations définitives présentées dans ce rapport ont été arrêtées par la
Chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine
lors de sa séance du 21 mai 2015.

SOMMAIRE

SYNTHESE	3
1. PROCEDURE	4
2. PRESENTATION DE L'INTERCOMMUNALITE	4
2.1. Historique	4
2.2. Compétences	5
2.3. Rapport annuel d'activité	5
3. LES CONDITIONS DE TRANSFERT DU PATRIMOINE ET DES CHARGES	6
3.1. La mise à disposition du patrimoine	6
3.2. Le calcul des attributions de compensation	6
4. LA FIABILITE DES COMPTES ET LA SINCERITE DES INFORMATIONS TRANSMISES DANS LES DOCUMENTS BUDGETAIRES	7
4.1. Le cadre budgétaire	7
4.2. La connaissance de l'actif et les amortissements	7
4.2.1. L'inventaire des immobilisations	7
4.2.2. Les amortissements	8
4.3. La sincérité des informations transmises dans les documents budgétaires	9
4.3.1. Les documents budgétaires	9
4.4. L'utilisation du compte 23	9
4.5. Les provisions	10
4.6. Les opérations de fin d'exercice	10
4.6.1. Le rattachement des charges à l'exercice	10
4.6.2. Les restes à réaliser	11
5. LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION	11
5.1. La situation financière de la communauté de communes avant sa transformation en communauté d'agglomération	12
5.2. Analyse prospective de la situation financière de la communauté d'agglomération	12
5.2.1. Les hypothèses d'exécution 2014	13
5.2.2. Les hypothèses retenues pour la période 2015-2018	13
5.2.3. Prospective de la communauté d'agglomération	15
6. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	16
6.1. Les effectifs propres et la masse salariale	16
6.2. La durée du travail	16
6.3. Le remboursement des charges de personnels mis à disposition par la commune de Saint-Dizier	16
RAPPELS DU DROIT	18
ANNEXES	19

SYNTHESE

La Communauté d'agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise, qui a succédé à la communauté de communes homonyme le 1^{er} janvier 2014, compte 46 258 habitants. Avec 56% de la population totale, la ville de Saint-Dizier est la principale ville de l'agglomération.

Au 31 décembre 2013, la communauté de communes présentait un excédent brut de fonctionnement de 4,5 M€ et une capacité d'autofinancement de 3,4 M€. Son fonds de roulement de 5,1 M€ était élevé : il représentait six mois de dépenses.

Cette situation ne présage pas de celle de la communauté d'agglomération. Les transferts de compétences, en particulier celui du centre culturel « Les Fuseaux » qui n'a pas fait l'objet d'une stricte compensation s'agissant d'un équipement nouveau pour le territoire, devrait peser fortement sur la situation financière de la communauté d'agglomération. Aux termes d'une analyse prospective de la chambre régionale des comptes, l'augmentation des charges de fonctionnement et des charges de la dette conjuguée à la diminution prévisible de la dotation d'intercommunalité limiterait la capacité d'autofinancement de la communauté d'agglomération. Un approfondissement des transferts de compétence pourrait permettre d'améliorer le coefficient d'intégration fiscale à partir duquel est calculée la dotation d'intercommunalité versée par l'Etat.

La fiabilité des comptes de la communauté d'agglomération n'est pas satisfaisante. L'inventaire n'est pas à jour. Ni la communauté de communes, ni la communauté d'agglomération qui lui a succédé n'ont établi de procès-verbal de mise à disposition des biens avec la commune de Saint-Dizier. Les provisions ne font pas l'objet d'un suivi rigoureux. Les restes à réaliser ne sont pas correctement calculés. Enfin, les informations budgétaires ne sont pas présentées selon les normes en vigueur et sont de ce fait incomplètes. La chambre rappelle que l'utilisation de la maquette budgétaire définie par l'instruction comptable M14 est obligatoire et permet de remédier à ces insuffisances.

Avec la transformation en communauté d'agglomération, 32 agents ont été transférés à l'établissement public intercommunal et les effectifs atteignent 91 agents en 2014. La masse salariale a parallèlement progressé de 75%. En l'absence de dispositions internes relatives à l'organisation du temps de travail des agents, la chambre rappelle l'obligation pour le conseil communautaire de définir des cycles de travail reposant sur une durée annuelle de 1 607 heures. La chambre recommande également d'établir un règlement intérieur synthétisant les dispositions légales et réglementaires en matière d'organisation du temps de travail et de congés. La chambre observe enfin que les remboursements de charges de personnels par la communauté d'agglomération à la ville de Saint-Dizier ne sont pas contrôlés en l'absence de réunion de la commission composée d'élus chargée de fixer le montant de ce remboursement et d'un état des recours aux services mis à disposition.

1. PROCÉDURE

La lettre portant engagement de la procédure d'examen de la gestion de la communauté de communes et de la communauté d'agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise qui lui a succédé le 1^{er} janvier 2014, a été adressée à l'ordonnateur en fonctions, seul ordonnateur sur la période de contrôle, le 1^{er} juillet 2014.

Conformément aux dispositions de l'article L. 243-1 du code des juridictions financières, l'entretien de fin de contrôle s'est déroulé le 20 octobre 2014.

Lors de sa séance du 26 novembre 2014, la chambre régionale des comptes a arrêté les observations provisoires qui ont été adressées le 20 février 2015 au président de la communauté d'agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise. Un extrait a été adressé au maire de la commune de Saint-Dizier. Le président de la communauté d'agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise a répondu par courrier enregistré à la chambre le 22 avril 2015.

La chambre dans sa séance du 21 mai 2015, a retenu les observations définitives qui suivent et qui portent sur le patrimoine des établissements publics intercommunaux successifs, les transferts de charges avec les communes membres, la fiabilité des comptes, la situation financière (rétrospective et prospective) et les ressources humaines.

2. PRÉSENTATION DE L'INTERCOMMUNALITE

2.1. Historique

La Communauté de communes de Saint-Dizier, Der et Blaise résulte de la fusion de la Communauté de communes de Saint-Dizier, Der et Perthois et de la Communauté de communes du Val de Blaise par arrêté du Préfet de la Haute-Marne du 31 décembre 2011. Concomitamment, la communauté de communes a été élargie à trois autres communes et regroupait ainsi 32 communes.

Par arrêté du 7 mars 2012, le périmètre de la communauté de communes a été élargi à sept communes supplémentaires, soit 39 communes au total.

Par arrêté du 20 décembre 2013, la communauté de communes de Saint-Dizier, Der et Blaise est devenue communauté d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2014.

La communauté de communes de Saint-Dizier, Der et Blaise réunissait 46 258 habitants en 2013. Alors que la population s'inscrivait en tendance baissière sous les précédents établissements publics de coopération intercommunale, l'extension des périmètres géographiques a entraîné une légère augmentation de la population :

Evolution de la population des EPCI successifs

<i>En nombre d'habitants</i>	2009	2010	2011	2012	2013
<i>CC St Dizier, Der et Perthois</i>	36 907	36 862	36 346		
<i>CC Val de Blaise</i>	8 111	8 049	8 059		
Total – CC St Dizier, Der et Blaise	45 018	44 911	44 405	45 180	46 258

Source : Direction générale des collectivités territoriales

La première commune en population est la ville de Saint-Dizier avec 56% de la population totale.

2.2. Compétences

Les compétences de la communauté de communes étaient les suivantes :

- Développement économique, notamment la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité d'intérêt communautaire ;
- Aménagement de l'espace (SCOT, ZAC, aire d'accueil des gens du voyage, réseau cyclable structurant, chemins de randonnée) ;
- Protection et la mise en valeur de l'environnement (collecte, traitement et valorisation des déchets ménagers) ;
- Politique du logement (PLH, OPAH)
- Aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ;
- Développement et aménagement sportif et culturel de l'espace communautaire (Théâtre de Wassy, écoles de musique, médiathèque, centre nautique) ;
- Développement touristique (notamment le lac « Les Leschères » et « Metallurgic park ») ;
- Prestation de portage de repas à domicile ;
- Possibilité de maîtrise déléguée de travaux propres aux communes et de prestations de services.

A la création de la communauté d'agglomération, les changements de compétences les plus significatifs ont été les suivants :

- La compétence développement économique a été renforcée (formation professionnelle et gestion d'immobilier d'entreprises) ;
- L'organisation des transports urbains de personnes a été intégrée à la compétence aménagement de l'espace ;
- La compétence d'équilibre social de l'habitat a repris celle de la politique du logement et du cadre de vie. La communauté d'agglomération est également titulaire du droit de préemption urbain dans des périmètres fixés par le conseil de communauté après accord des communes concernées ;
- La politique de la ville est devenue d'intérêt communautaire ;
- La protection et la mise en valeur de l'environnement a été élargie (lutte contre la pollution, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie) ;
- Au titre de la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire, le centre culturel « Les Fuseaux » à compter de son ouverture a été ajouté à la liste des équipements d'intérêt communautaire ;
- La prestation de portage de repas à domicile a rejoint la compétence d'action sociale d'intérêt communautaire qui comprend le soutien au relais d'assistantes maternelles et les structures multi-accueil de la petite enfance.

2.3. Rapport annuel d'activité

La communauté de communes de Saint-Dizier, Der et Blaise ne réalisait pas de rapport annuel d'activité.

L'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales prévoit que les présidents d'établissement public de coopération intercommunale adressent chaque année, avant le 30 septembre au maire de chaque commune un rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés dans chaque commune. Ce rapport est ensuite communiqué par le maire au conseil municipal.

La chambre rappelle au président de la communauté d'agglomération l'obligation de réaliser un rapport d'activité annuel qui vise à garantir la bonne information des élus.

3. LES CONDITIONS DE TRANSFERT DU PATRIMOINE ET DES CHARGES

3.1. La mise à disposition du patrimoine

Aucun procès-verbal de mise à disposition des biens n'a été établi lors de la création de la communauté de communes puis de la communauté d'agglomération. Les communautés de communes antérieures n'avaient pas non plus signé avec les communes concernées un procès-verbal de mise à disposition.

Les articles L. 1321-1 et L. 1321-2 du code général des collectivités territoriales organisent la mise à disposition à l'établissement public de coopération intercommunale de rattachement des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des compétences transférées. La mise à disposition a lieu à titre gratuit et est constatée par procès-verbal.

Le procès-verbal de mise à disposition permet la sécurisation juridique du patrimoine des communes et de l'intercommunalité de rattachement eu égard notamment à la continuité des obligations affectant les biens considérés. En effet, l'établissement public de coopération intercommunal bénéficiaire assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire à l'exception de l'aliénation. Au titre des obligations figurent notamment celles découlant des emprunts affectés et des marchés qu'elles ont pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services. Dans le cas où le bien n'a pas été financé par un emprunt affecté, il est possible de déterminer une quote-part d'un emprunt ayant permis d'atteindre la valeur financière des équipements transmis.

La chambre rappelle donc l'obligation d'établir un procès-verbal de mise à disposition des biens conformément aux articles L. 1321-1 et L. 1321-2 du code général des collectivités territoriales.

3.2. Le calcul des attributions de compensation

La Communauté de communes et la Communauté d'agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise ont créé une commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT) chargée d'évaluer le coût des dépenses liées à des compétences transférées. Elle fait appel à un cabinet externe en tant qu'expert.

Les transferts de charges n'appellent pas d'observation à l'exception de celles de la compétence "culture".

Le rapport de la CLECT adopté le 26 juin 2014 comporte notamment un chapitre relatif aux transferts de compétence "culture". Sont transférés à la communauté d'agglomération le théâtre, le centre culturel « Les Fuseaux » à compter de son ouverture

courant 2014 et la programmation culturelle dans ces deux équipements. Les charges transférées ont été estimées à partir des charges constatées lors des exercices précédents. Le centre culturel « Les Fuseaux » venant remplacer une salle de spectacle ancienne et de dimension plus réduite – la salle Aragon – et ses charges n'étant pas connues, le conseil communautaire a retenu une estimation fondée sur celles de la salle Aragon.

Toutefois, plusieurs postes de dépenses du budget estimatif du centre culturel réalisés postérieurement au rapport de la CLECT tendent à indiquer que le coût de fonctionnement du centre culturel sera plus élevé que celui de la salle Aragon (cachets, communication, billetterie, maintenance, fluides). Les recettes supplémentaires ne prendront en charge qu'une partie des surcoûts. Le déficit de fonctionnement serait de l'ordre de 0,5 à 0,7 M€ par an ; l'attribution de compensation versée par la communauté d'agglomération à la commune de Saint-Dizier a parallèlement été diminuée de 0,3 M€.

La chambre observe que le centre culturel Les Fuseaux entraîne pour la communauté d'agglomération des dépenses nouvelles qui n'ont pas fait l'objet d'une stricte compensation compte tenu des modalités de calcul des transferts de charges retenues par la CLECT et de l'ouverture du centre culturel l'année de création de la communauté d'agglomération.

4. LA FIABILITÉ DES COMPTES ET LA SINCERITE DES INFORMATIONS TRANSMISES DANS LES DOCUMENTS BUDGETAIRES

4.1. Le cadre budgétaire

Le budget de la Communauté de communes de Saint-Dizier Der & Blaise était composé de 4 budgets :

- Un budget principal
- Deux budgets annexes d'aménagement de zone :
 - Le budget annexe Zone de référence
 - Le budget annexe pour l'aménagement de la zone du chêne Saint-Amand
- Un budget annexe à caractère industriel et commercial « Usine relais Evinox ».

La totalité des budgets ont été mouvementés sur la période 2012-2013.

4.2. La connaissance de l'actif et les amortissements

4.2.1. L'inventaire des immobilisations

L'inventaire tenu par la communauté de communes divergeait nettement des inscriptions au compte de gestion produit par le comptable. La valeur nette comptable totale des biens enregistrés à l'inventaire en 2012 est ainsi de 40 476 761 € contre 54 358 820 € au bilan du compte de gestion.

L'inventaire ne contient aucune immobilisation au compte 23 – contre 3,7 M€ au bilan – et présente une différence de près de 8 M€ au compte 215 par rapport au bilan. A contrario, le montant des immobilisations incorporelles (hors subvention d'équipement) est plus élevé d'environ 1,7 M€ à l'inventaire.

La chambre relève le manque de fiabilité de la comptabilité patrimoniale et rappelle que l'instruction comptable M14 (tome 2, rubrique *Inventaire*) dispose que « *la responsabilité du suivi des immobilisations incombe, de manière conjointe, à l'ordonnateur et au comptable. // Le premier est chargé plus spécifiquement du recensement des biens et de leur identification : il tient l'inventaire, registre justifiant la réalité physique des biens. // Le second est responsable de leur enregistrement et de leur suivi à l'actif du bilan. A ce titre, il tient l'état de l'actif ainsi que le fichier des immobilisations, documents comptables justifiant les soldes des comptes apparaissant à la balance et au bilan. // L'inventaire et l'état de l'actif ont des finalités différentes mais doivent, en toute logique, correspondre. Cette correspondance repose largement sur la qualité des échanges d'informations entre l'ordonnateur et le comptable, sur la base de l'attribution par l'ordonnateur d'un numéro d'inventaire aux actifs immobilisés. // En cours d'exercice, l'ordonnateur doit obligatoirement transmettre au comptable l'ensemble des informations patrimoniales relatives aux mouvements enregistrés sur les immobilisations. En fin d'exercice, l'ordonnateur doit également adresser au comptable un état récapitulatif des entrées et des sorties d'immobilisations, accompagné d'un état annexe des amortissements et/ou des provisions constatés.* »

4.2.2. Les amortissements

La communauté de communes inscrivait à la section de fonctionnement de son budget principal des dotations aux amortissements pour les montants suivants :

Evolution du compte 28 - amortissements des immobilisations entre 2012 et 2013

	2012	2013
Crédit c/28 (€)	97 032	66 372

Les dotations aux amortissements ont diminué de près de 32% entre les deux années, ce qui apparaît peu cohérent avec l'augmentation du compte d'immobilisations 218 de 15% (912 627 €). En effet, les amortissements correspondants (compte 2818) représentent en 2012 61% du total des dotations.

En outre, la chambre note que l'amortissement du mobilier du centre culturel engendrera une augmentation des amortissements.

Les durées d'amortissement, fixées par les délibérations du 16 décembre 2002 et du 12 décembre 2013 sont conformes aux préconisations de la M14. Toutefois, l'inventaire ne permet pas de s'assurer que les durées d'amortissement retenues sont effectivement appliquées. Lors de la fusion des communautés de communes le 1^{er} janvier 2012, le nouvel inventaire a procédé à la reprise des durées d'amortissement alors restantes pour chaque bien. Il en est de même pour la valeur brute qui est en fait la valeur nette comptable au 31 décembre 2011. Le cumul des amortissements antérieurs a en revanche été repris en opérations non budgétaires. Il eut été plus judicieux de reprendre les valeurs d'acquisitions et les durées d'amortissement prévues au départ et de faire figurer dans la colonne « amortissements antérieurs », le cumul des amortissements pratiqués dans les anciens établissements publics de coopération intercommunale.

La délibération du 16 décembre 2002 fixait à 1 000 € le seuil en-deçà duquel l'amortissement des biens de faible valeur s'effectue en un an. Des biens dont la valeur est inférieure à 1 000 € sont amortis dans la pratique sur des durées comprises entre 5 et 10 ans. Nonobstant le fait qu'il s'agisse de valeur résiduelle, la valeur brute de ces biens était

inférieure aux seuils des 1 000 € lors de leur acquisition et ils auraient dû être amortis sur un an.

Il résulte des erreurs constatées par la chambre en matière d'amortissement une minoration des résultats.

4.3. La sincérité des informations transmises dans les documents budgétaires

4.3.1. Les documents budgétaires

Les documents budgétaires et comptables (budget primitif et compte administratif) ne reprennent pas les maquettes budgétaires jointes à l'instruction M14 mais reposent sur une maquette propre à l'EPCI. La M14 (tome 2) précise que *« ces modèles de maquettes budgétaires doivent être respectés au niveau du détail qu'ils comportent, y compris pour les états annexes. Certaines annexes peuvent se révéler sans objet pour certaines communes. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de les fournir. »*

Les documents budgétaires transmis au conseil communautaire diffèrent dans leur présentation et annexes des documents produits par le comptable à la chambre. Ils omettent un certain nombre d'informations réglementairement prévues.

La chambre constate le contenu insuffisant des annexes des budgets primitifs et comptes administratifs au regard des articles R.2311-11 (absence de report des restes à réaliser au budget primitif déjà mentionné par le rapport) et R. 2313-3 (absence d'état des provisions, de méthodes utilisées pour les amortissements, engagements donnés et reçus, état de variation des immobilisations, renseignements afférents aux lignes de trésorerie) ce qui nuit à l'information de l'assemblée délibérante. Les documents transmis au conseil communautaire ne distinguent pas les dépenses et recettes réelles des dépenses et recettes d'ordre dans la présentation par chapitre, unité de vote des budgets locaux.

La Chambre rappelle que les documents budgétaires doivent être présentés conformément à la maquette annexée à l'instruction comptable M14 et contenir l'ensemble des informations prévues aux articles R. 2313-3 et R. 2311-11. L'utilisation des maquettes nationales de budget primitif et de compte administratif facilitera la lecture des documents et permettra à la communauté d'agglomération de se prémunir de tout défaut d'information.

4.4. L'utilisation du compte 23

L'utilisation du compte 23 n'est pas conforme à l'instruction comptable M14, ce qui rend d'autant plus difficile pour la communauté d'agglomération une appréciation fiable de son patrimoine.

Au cours de la période contrôlée, le compte 23 n'est débité qu'en 2012 pour un montant de 23 920 €. Il n'est pas mouvementé en 2013 et son solde s'élève à 3 745 661€. Les affectations définitives des immobilisations lors de leur achèvement ne sont donc pas effectuées.

La chambre rappelle que l'instruction M14 (tome 1, titre 1, chapitre 2) prévoit que le compte 23 (immobilisations en cours) enregistre, à son débit, les dépenses afférentes aux immobilisations non terminées à la fin de chaque exercice qu'il s'agisse d'avances versées avant justification des travaux (comptes 237 et 238), ou d'acomptes versés au fur et à mesure

de l'exécution des travaux (comptes 231, 232 et 235). Il enregistre à son crédit le montant des travaux achevés. En fin d'exercice, le compte 23 fait donc apparaître la valeur des immobilisations qui ne sont pas achevées.

4.5. Les provisions

La communauté de communes n'a pas inscrit de dotations aux provisions dans ses comptes. Aucune provision n'a été constatée aux titres des années précédentes. Toutefois, elle a été assignée devant le tribunal de grande instance de Chaumont concernant l'achat d'un terrain. Le requérant sollicite la perception d'une indemnité de 35 099€ à laquelle s'ajoute 3 000 € en réparation de son préjudice économique et les intérêts au taux légal sur 35 099 € à compter du jour du paiement des droits sur la plus-value. Il souhaite également faire condamner l'EPCI à lui payer la somme de 5 000 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile. L'EPCI est donc susceptible de devoir payer une indemnité.

L'article R. 2321-2 du code général des collectivités territoriales dispose que « *1° Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru* » (rendu applicable aux EPCI par l'article L. 5211-36 du CGCT).

En application du principe de prudence et conformément à la M14 qui prévoit la constitution de provisions dès l'ouverture d'un contentieux en première instance à hauteur du montant estimé de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru, une provision pour risques devait être passée.

Il appartient au président de la communauté d'agglomération qui a succédé à la communauté de communes de veiller à l'inscription de la provision correspondante.

4.6. Les opérations de fin d'exercice

4.6.1. Le rattachement des charges à l'exercice

Sur la période 2012-2013, aucun rattachement d'intérêts courus non échus n'a été effectué par la communauté de communes. Selon le compte administratif 2012, le montant des intérêts courus non échus serait de 67 188 €.

L'instruction budgétaire et comptable M14 (Tome 2, Titre 3, chapitre 4 *Opérations de fin d'exercice*) rend obligatoire le rattachement des charges et des produits à l'exercice pour les établissements publics de coopération intercommunale de 3 500 habitants et plus. Le rattachement est effectué en application du principe d'indépendance des exercices. Il vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné les charges et les produits qui s'y rapportent, et ceux-là seulement. La procédure de rattachement consiste à intégrer dans le résultat annuel toutes les charges correspondant à des services et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice considéré qui n'ont pu être comptabilisés en raison, notamment pour les dépenses, de la non-réception par l'ordonnateur de la pièce justificative. Le compte 1688 « Intérêts courus » est destiné à recevoir les intérêts courus non échus sur les emprunts et dettes. Il est subdivisé par nature d'emprunt et dette.

Par délibérations du 26 septembre 2014 et du 16 janvier 2015, la communauté d'agglomération a inscrit au budget principal 2014 et au budget annexe de l'usine relais Evinox les crédits permettant de rattacher les intérêts courus non échus pour des montants respectifs de 97 000 € et 4 600 €. La chambre en prend acte et rappelle, pour les exercices à venir, l'obligation de rattacher les intérêts courus non échus à l'exercice correspondant conformément au principe d'annualité.

4.6.2. Les restes à réaliser

Le président de la communauté de communes établissait chaque année une liste des « restes à réaliser » qui est reprise au compte administratif. Les montants qui y figurent ne correspondent pas à la définition des restes à réaliser donnée par le code général des collectivités territoriales. Le défaut de sincérité des restes à réaliser est préjudiciable à la sincérité des prévisions budgétaires et rend difficile toute comparaison des investissements réalisés par rapport aux investissements programmés.

L'article R.2311-11 du CGCT dispose que « *les restes à réaliser de la section d'investissement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.* »

En 2012, le détail des restes à réaliser de la section d'investissement au compte administratif voté le 6 juin 2013 retient 1 836 663 € en dépenses et 1 365 311 € en recettes.

Le montant des restes à réaliser en dépenses est proche de la différence entre les crédits ouverts pour les dépenses d'équipement (6 135 365 €) et les réalisations effectives (4 276 379 €). Seuls, 727 300 € en dépenses d'investissement et 570 697 € en recettes ont pu être justifiés.

Pour les recettes d'investissement, les services ont justifié de 570 697 € de recettes certaines n'ayant pas encore fait l'objet d'un titre de recettes contre 1 365 311 € mentionnés au compte administratif.

La présentation par chapitre du budget primitif 2013 votée le 4 avril 2013 ne mentionne pas les restes à réaliser mais uniquement des propositions nouvelles. Les reports ont fait l'objet d'une décision modificative votée le 26 septembre 2013. Cette décision reprend les montants retenus lors du vote du compte administratif et non les restes à réaliser pouvant être justifiés. Il n'est donc pas possible de distinguer dans les crédits de l'année ceux qui résultent de projets antérieurs de la communauté de communes. Le conseil communautaire vote donc des crédits qu'il avait déjà autorisés l'année précédente.

La chambre rappelle l'obligation d'établir des restes à réaliser conformément à l'article R. 2311-11 du code général des collectivités territoriales et de les reprendre au budget primitif suivant.

5. LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION

Compte tenu des changements induits par la transformation de la communauté de communes en communauté d'agglomération au 1^{er} janvier 2014 en termes de compétences et de dotations, l'analyse s'est concentrée sur les capacités financières à venir de la communauté

d'agglomération, après une présentation succincte de la situation financière de la communauté de communes.

5.1. La situation financière de la communauté de communes avant sa transformation en communauté d'agglomération

Lors de sa transformation en communauté d'agglomération, la situation financière de la communauté de communes était saine. En raison de dépenses d'équipement peu importantes, elle dégagait une capacité d'autofinancement suffisante pour rembourser sa dette. Le niveau du fonds de roulement était élevé.

Le tableau d'analyse financière détaillé fait l'objet de l'annexe 1.

Les produits de gestion courante de la communauté de communes s'établissent à 14,6 M€ en 2013. Ces produits reposent pour 56% sur les dotations et participations (8,2 M€), pour 23% sur les produits de la fiscalité nets des restitutions (3,3 M€) et pour 17% sur des versements de fiscalité (2,5 M€, FNGIR principalement et FPIC). Les attributions de compensation aux communes membres représentent près de 14 M€.

Les charges de gestion courante sont de 10,1 M€. L'adhésion aux organismes de regroupement pour la collecte et le traitement des déchets (4,1 M€) est la première charge de gestion courante de l'intercommunalité (41% des charges de gestion courante). Les charges à caractère général s'élèvent à 3,5 M€ (35 %) et les charges de personnel à 2,2 M€ (22%).

La capacité d'autofinancement brute s'élève en 2013 à 3,4 M€ soit 23% des produits de gestion courante. Déduction faite du remboursement de la dette, la capacité d'autofinancement disponible est de 2,6 M€. La cession d'un actif à hauteur de 1,6 M€ en 2013 a renforcé le financement propre disponible qui atteint 4,9 M€.

La communauté de communes a réalisé 2,1 M€ de dépenses d'équipements en 2013 sans recourir à l'emprunt.

Le fonds de roulement s'est amélioré de 2,8 M€ entre 2012 et 2013. A la clôture de l'exercice 2013, il atteint 5,1 M€, soit l'équivalent de 6 mois de dépenses courantes. La trésorerie est d'environ 3 M€.

L'encours de la dette de la communauté de communes était en 2013 de 12,1 M€ soit 262 € par habitant.

5.2. Analyse prospective de la situation financière de la communauté d'agglomération

L'objectif de l'analyse financière prospective est d'évaluer les capacités financières à venir de la communauté d'agglomération. L'analyse prospective présuppose un cadre législatif et réglementaire stable ainsi qu'une permanence des ressources fiscales actuelles.

Les hypothèses retenues pour élaborer l'analyse prospective sur la période 2015-2018 ont fait l'objet d'échanges avec les services de la communauté d'agglomération afin de s'assurer de leur caractère réaliste.

5.2.1. Les hypothèses d'exécution 2014

Réalisée avant l'achèvement de l'exercice 2014, l'analyse prospective tient compte des hypothèses d'exécution du budget 2014 suivantes :

- Les attributions de compensation aux communes membres ont été ajustées en tenant compte des évaluations des transferts de charges réalisées par la CLECT dont le rapport a été adopté le 26 juin 2014 par le conseil communautaire. Le reversement de l'attribution de compensation 2013 a été diminué de 783 186 €. Ce montant, correspondant aux charges transférées supplémentaires, consolide les ressources fiscales propres.
- Les ressources d'exploitation ont été réévaluées de 180 000 € afin de tenir compte de la vente de billets de la première saison du centre culturel.
- Le résultat financier et le remboursement de la dette intègrent le transfert des emprunts réalisés initialement par la commune de Saint-Dizier pour financer la construction du centre culturel. Les montants retenus sont ceux du rapport de la CLECT (l'un des deux emprunts est remboursable à compter de 2015).

5.2.2. Les hypothèses retenues pour la période 2015-2018

Les hypothèses pour la période 2005-2018 s'appuient notamment sur une expertise réalisée par un cabinet conseil en 2012 en vue de la création de la communauté d'agglomération et qui évalue les conséquences financières d'une transformation de la communauté de communes en communauté d'agglomération. En outre, les hypothèses reposent sur une fiscalité constante, en raison de la volonté de l'ordonnateur de ne pas augmenter les différents taux d'imposition.

Hypothèses relatives aux produits de gestion :

- La DGFIP a informé la communauté d'agglomération d'une diminution des bases de la cotisation foncière des entreprises de 9,21% en 2015, soit des ressources fiscales en diminution de 315 000 € environ entre 2014 et 2015. Pour les exercices 2016, 2017, 2018, il est fait l'hypothèse de recettes constantes compte tenu de l'évolution démographique nulle voire négative et de la stabilité des taux d'imposition souhaitée par l'ordonnateur.
- Les attributions de compensation aux communes membres ont été ajustées en tenant compte des évaluations des transferts de charges réalisées par le rapport de la CLECT adopté le 26 juin 2014 par le conseil communautaire. Le reversement de l'attribution de compensation 2013 a été diminué de 783 186 €, ce qui augmente d'autant les ressources fiscales.
- Les ressources d'exploitation reposent sur les hypothèses d'un tassement des recettes tirées du centre culturel (-40 000 € par rapport à 2014) et d'une évolution de 1% des revenus des immeubles.
- Les dotations et participations évoluent principalement selon la dotation d'intercommunalité et la dotation de compensation aux EPCI :
 - o La dotation d'intercommunalité est calculée en fonction de la population de la l'intercommunalité pondérée du coefficient d'intégration fiscale (CIF) de l'EPCI calculée selon les dispositions de l'article L. 5211-30 du CGCT. Pour

les trois premières années, le mode de calcul est fixé à l'article L. 5211-32 du CGCT. Le CIF retenu la première année est le CIF moyen des EPCI de la catégorie à laquelle l'EPCI appartient. Le CIF de la deuxième année est le CIF moyen des EPCI de même catégorie non corrigé des dépenses de transfert, ce qui conduit à une augmentation de la dotation. La troisième année, la dotation est garantie à hauteur de 95% de la dotation de l'année précédente dans le cas où la formule de l'article L. 5211-30 du CGCT se révèle défavorable pour l'EPCI en raison d'un CIF inférieur à la moyenne. Le CIF de la communauté d'agglomération serait d'environ 0,2 selon l'expertise du cabinet conseil alors que la moyenne nationale des CIF des communautés d'agglomération à fiscalité professionnelle unique (FPU) est de 0,342. A défaut de transferts de compétences nouveaux, les dotations baisseront donc nettement à partir de 2017. Les estimations effectuées par l'expertise, très légèrement supérieures aux dotations 2014, ont été reprises pour estimer l'évolution de la dotation d'intercommunalité. A titre d'illustration, la dotation d'intercommunalité est estimée à 1,2 M€ avant mécanisme de garantie en 2016 contre 2,5 M€ en 2015.

- L'évolution de la diminution de la dotation de compensation aux EPCI est fixée chaque année par le comité des finances locales. Le rythme baissier actuel est prolongé sur l'ensemble de la période.
- La fiscalité reversée retient l'hypothèse d'une variation positive du FNGIR au vu de la variation entre 2012 et 2013 (+1,1%) et d'un montant constant du FPIC après son augmentation sensible entre 2012 et 2014 (de 118 k€ à 320 k€).

Hypothèses relatives aux charges de gestion :

- L'évolution des charges à caractère général est fortement réévaluée à compter de 2015 afin de tenir compte du fonctionnement du centre culturel en année pleine (+520 000 €). Il est fait l'hypothèse d'une inflation annuelle de 1%.
- Les charges de personnel sont en augmentation de 3% entre 2015 et 2014 puis de 1,5% chaque année pour tenir compte de l'avancement de la carrière des agents et de la revalorisation en cours des rémunérations des agents de catégorie C.
- Les subventions de fonctionnement versées par la communauté d'agglomération se font à enveloppe contrainte.
- L'évolution des autres charges de gestion est revalorisée pour tenir compte d'une inflation prévisionnelle de 1%.

Autres hypothèses :

- Le résultat financier intègre le remboursement des intérêts des emprunts correspondant aux transferts de compétences (délibération adoptant le rapport de la CLECT du 26 juin 2014). Il en est de même de l'estimation de l'annuité de la dette.
- La prudence conduit à estimer le déficit exceptionnel à 10 000 €.

5.2.3. Prospective de la communauté d'agglomération

Tableau d'analyse financière prospective 2015-2018

en milliers d'€	CC 2013*	2014	2015	2016	2017	2018
Ress. fiscales propres (nettes des restitutions) (ch. 73)	3 320	3 722	4 062	4 062	4 062	4 062
<i>Reversement sur attribution de compensation</i>	13 973	13 190	12 536	12 536	12 536	12 536
+ Ressources d'exploitation (ch. 70 et 75)	619	1 416	1 376	1 377	1 377	1 378
= Produits "flexibles" (a)	3 939	5 139	5 438	5 439	5 439	5 440
dotations et participations (ch. 74)	8 151	8 285	8 670	8 520	7 500	7 500
+ Fiscalité reversée (article 7323 et 7325)	2 478	2 534	2 557	2 583	2 609	2 635
= Produits "rigides" (b)	10 629	10 820	11 227	11 103	10 109	10 135
= Produits de gestion (a+b = A)	14 568	15 958	16 666	16 542	15 548	15 574
Charges à caractère général (ch. 011)	3 537	4 672	5 239	5 291	5 344	5 397
+ Charges de personnel (nettes) (ch. 012)	2 189	3 767	3 880	3 938	3 998	4 058
+ Subventions de fonctionnement (art. 6574)	222	316	300	300	300	300
+ Autres charges de gestion (ch. 65 hors art. 6574)	4 119	4 310	4 353	4 396	4 440	4 485
= Charges de gestion (B)	10 067	13 065	13 772	13 926	14 082	14 239
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	4 501	2 893	2 894	2 616	1 466	1 335
<i>en % des produits de gestion</i>	<i>31%</i>	<i>18%</i>	<i>17%</i>	<i>16%</i>	<i>9%</i>	<i>9%</i>
+/- Résultat financier (réel seulement)	-482	-491	-510	-486	-464	-445
+/- Autres produits et charges excep. réels	-647	-1 120	-10	-10	-10	-10
+ reprise sur résultat anticipé	0	1 007	0	0	0	0
= CAF brute	3 372	2 289	2 374	2 120	992	880
<i>en % des produits de gestion</i>	<i>23%</i>	<i>14%</i>	<i>14%</i>	<i>13%</i>	<i>6%</i>	<i>6%</i>
Annuité de la dette	779	983	1 138	1 168	1 199	1 204

* Les résultats de la communauté de communes 2013 sont reportés à titre de comparaison.

Source : Chambre régionale des comptes

Après un pic à plus de 16,6 M€ en 2015, les produits de gestion seraient appelés à diminuer d'1 M€ entre 2016 et 2017 pour se stabiliser à environ 15,5 M€. Les charges de gestion augmenteraient de 9% pour atteindre 14,2 M€. L'excédent brut de fonctionnement serait divisé par deux d'ici 2018. Il serait nettement inférieur à celui de la dernière année de fonctionnement de la communauté de communes. Les transferts de compétences, en particulier celui du centre culturel « Les Fuseaux » qui n'a pas fait l'objet d'une stricte compensation s'agissant d'un nouvel équipement nouveau, risque de peser fortement sur la situation financière de la communauté d'agglomération.

Sans contracter d'emprunt nouveau et compte tenu des tableaux d'amortissement des emprunts afférents au centre culturel, la charge de la dette limiterait la capacité d'autofinancement de la communauté d'agglomération.

Une des possibilités pour augmenter les produits de la communauté d'agglomération serait d'améliorer son coefficient d'intégration fiscale, ce qui permettrait de limiter la diminution, voire d'augmenter à plus long terme, la dotation d'intercommunalité. Cette perspective signifierait des transferts de compétences plus importants vers la communauté d'agglomération.

6. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

6.1. Les effectifs propres et la masse salariale

L'évolution des effectifs est présentée dans l'annexe 2. Lors de la transformation de la communauté de communes en communauté d'agglomération, les effectifs ont augmenté de 32 agents (+54%), non compris 5 prévisions de recrutement en 2014. Cette augmentation des effectifs résulte principalement de la prise en charge de la compétence petite enfance par la communauté d'agglomération.

Les effectifs contractuels, principalement des assistants d'enseignement artistique, représentent 22% des effectifs de la communauté d'agglomération.

En application de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique a conduit à la titularisation d'un agent contractuel, seul agent à remplir les conditions pour en bénéficier.

Il résulte de la progression des effectifs une augmentation de la masse salariale de 75% (annexe 3).

6.2. La durée du travail

Le conseil communautaire n'a pas arrêté par délibération les cycles de travail des services. En l'absence de règlement intérieur du temps de travail, il n'existe pas de cadre global définissant l'organisation du temps de travail à la communauté d'agglomération.

La chambre rappelle l'obligation pour le conseil communautaire de définir des cycles de travail reposant sur une durée annuelle de travail de 1 607 heures, conformément au décret 2000-815 du 25 août 2000 rendu applicable aux collectivités par l'article 1 du décret n°2001-623.

En outre, la chambre recommande de mettre en place un règlement intérieur d'organisation du temps de travail rappelant les dispositions légales et réglementaires en matière de temps de travail et de congés.

La chambre prend note de l'engagement de l'ordonnateur à achever en 2015 un règlement du temps de travail.

6.3. Le remboursement des charges de personnels mis à disposition par la commune de Saint-Dizier

Le conseil communautaire de la communauté de communes de Saint-Dizier, Der et Blaise a autorisé le 20 décembre 2012 son président à signer une convention de mise à disposition des services de la ville de Saint-Dizier au profit de la communauté de communes de Saint-Dizier, Der et Blaise. Seules les modalités de remboursement des charges de personnels prévues par la convention ont fait l'objet d'une vérification de la chambre.

La convention précise les modalités de remboursement des charges de fonctionnement selon une quotité appliquée à chaque service préalablement identifié et fixe ce montant à

640 000 € pour l'année 2012. La convention prévoit également la mise en place d'une commission de gestion des services mixtes composée de cinq représentants de la ville et de cinq représentants de la communauté de communes. Cette commission doit se réunir au minimum une fois par an en janvier afin de fixer les quotités d'affectation de l'année précédente et permettre le versement du remboursement de la communauté d'agglomération à la ville sur la base d'un état récapitulatif tenu par les chefs de services, précisant le temps de travail consacré et la nature des activités réalisées pour le compte de la communauté de communes.

Toutefois, cette commission ne s'est réunie ni en janvier 2013 ni en janvier 2014, et les états récapitulatifs tenus par les chefs de service n'ont pas été réalisés. Les quotités définies dans la convention ont été tacitement reconduites et utilisées pour calculer le montant du remboursement.

L'article D. 5211-16 précise que le remboursement des frais de personnel mis à disposition par une commune à un établissement public de coopération intercommunale s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service mis à disposition, convertis en unités de fonctionnement. Le remboursement s'effectue selon une périodicité fixée par la convention ; elle ne peut être supérieure à un an.

La chambre observe que les remboursements de charges de personnels par la communauté d'agglomération à la ville ne sont pas contrôlés en l'absence de réunion de la commission composée d'élus chargée de fixer le montant de ce remboursement. La chambre rappelle qu'un état annuel des recours aux services mis à disposition est nécessaire au remboursement des frais de personnel.

RAPPELS DU DROIT

1. Réaliser un rapport d'activité annuel (article L. 5211-39 du CGCT)
2. Etablir un procès-verbal de mise à disposition des biens (articles L. 1321-1 et L. 1321-2)
3. Recenser les biens de la communauté d'agglomération à l'inventaire et veiller à la transmission des informations au comptable conformément aux dispositions de l'instruction comptable M14 (tome 2, Titre 4, chapitre 3) afin notamment de fiabiliser le montant des amortissements (article L. 2321-2, 27° du CGCT).
4. Utiliser les maquettes nationales pour la réalisation des documents budgétaires et renseigner la totalité des informations prévues aux articles R. 2313-3 et R. 2311-11 du CGCT.
5. Imputer au compte 23 les immobilisations non terminées à la fin de chaque exercice (M14, tome 1, titre 1, chapitre 2).
6. Constater les provisions conformément à l'article R. 2321-2 du CGCT.
7. Etablir les restes à réaliser conformément à l'article R. 2311-11 du code général des collectivités territoriales.
8. Faire délibérer le conseil communautaire sur les cycles de travail reposant sur une durée annuelle de travail de 1 607 heures conformément au décret 2000-815.
9. Etablir un état annuel indiquant la liste des recours aux services de la commune mis à disposition de la communauté d'agglomération (D 5211-16 du CGCT)

ANNEXES

Annexe 1 : Analyse financière rétrospective.....	20
Annexe 2 : Evolution des effectifs lors du passage en communauté d'agglomération.....	23
Annexe 3 : Evolution des charges de personnel.....	24

Annexe 1 : Analyse financière rétrospective

Source : Logiciel ANAFI, d'après les comptes de gestion

1 - Les performances financières annuelles

1.1 - La capacité d'autofinancement brute

en €	2012	2013
Ressources fiscales propres (nettes des restitutions)	1 525 038	3 319 502
+ Ressources d'exploitation	1 455 206	619 492
= Produits "flexibles" (a)	2 980 244	3 938 994
Ressources institutionnelles (dotations et participations)	7 829 656	8 150 540
+ Fiscalité reversée par l'interco et l'Etat	2 374 248	2 478 209
= Produits "rigides" (b)	10 203 905	10 628 749
Production immobilisée, travaux en régie (c)	0	0
= Produits de gestion (a+b+c = A)	13 184 149	14 567 743
Charges à caractère général	3 226 864	3 536 977
+ Charges de personnel	2 191 403	2 188 913
+ Subventions de fonctionnement	864 996	221 910
+ Autres charges de gestion	4 000 379	4 119 397
= Charges de gestion (B)	10 283 641	10 067 197
Excédent brut de fonctionnement (A-B)	2 900 508	4 500 546
<i>en % des produits de gestion</i>	<i>22,0%</i>	<i>30,9%</i>
+/- Résultat financier (réel seulement)	-513 828	-481 563
+/- Autres produits et charges excep. réels	-141 002	-646 701
= CAF brute	2 245 677	3 372 282
<i>en % des produits de gestion</i>	<i>17,0%</i>	<i>23,1%</i>

1.2 - La structure de coût des charges de gestion courante

en €	2012	2013
Charges à caractère général	3 226 864	3 536 977
+ Charges de personnel	2 191 403	2 188 913
+ Subventions de fonctionnement	864 996	221 910
+ Autres charges de gestion	4 000 379	4 119 397
+ Charges d'intérêt et pertes de change	513 828	481 563
= Charges courantes	10 797 469	10 548 760
<i>Charges de personnel / charges courantes</i>	<i>20,3%</i>	<i>20,8%</i>
<i>Intérêts et pertes de change / charges courantes</i>	<i>4,8%</i>	<i>4,6%</i>

1.3 - Le résultat de la section de fonctionnement

en €	2012	2013
CAF brute	2 245 677	3 372 282
- Dotations nettes aux amortissements	97 032	66 372
- Dotations nettes aux provisions	0	0
+ Quote-part des subventions d'inv. transférées	0	0
= Résultat section de fonctionnement	2 148 646	3 305 911

1.4 - Le financement des investissements

en €	2012	2013
CAF brute	2 245 677	3 372 282
- Annuité en capital de la dette	1 080 373	778 962
= CAF nette ou disponible (C)	1 165 305	2 593 320
Taxes locales d'équipement et d'urbanisme	0	0
+ Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	585 926	206 756
+ Subventions d'investissement reçues	164 136	532 816
+ Produits de cession	4 400	1 600 000
+ Autres recettes	0	0
= Recettes d'inv. hors emprunt (D)	754 462	2 339 572
= Financement propre disponible (C+D)	1 919 766	4 932 892
<i>Financement propre dispo / Dépenses d'équipement (y c. tvx en régie)</i>	<i>44,8%</i>	<i>239,9%</i>
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)	4 281 838	2 056 243
- Subventions d'équipement (y compris subventions en nature)	0	0
+/- Dons, subventions et prises de participation en nature, reçus ou donnés	0	0
- Participations et inv. financiers nets	0	0
+/- Variation de stocks de terrains, biens et produits	0	0
- Charges à répartir	0	0
+/- Variation autres dettes et cautionnements	0	-3 748
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre	-2 362 072	2 880 397
+/- Solde des affectations d'immobilisations	0	0
+/- Solde des opérations pour compte de tiers	0	0
- Reprise sur excédents capitalisés	0	0
= Besoin (-) ou capacité (+) de financement	-2 362 072	2 880 397
Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement)	0	0
Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global	-2 362 072	2 880 397

2 - La situation bilancielle

2.1 - Le stock de dettes

en €	2012	2013
Charge d'intérêts et pertes nettes de change	513 828	481 563
Taux d'intérêt apparent du budget principal (BP)	4,0%	4,0%
Encours de dette du budget principal au 31 décembre	12 881 979	12 106 765
Capacité de désendettement BP en années (dette / CAF brute du BP)	5,7	3,6

2.2 - Le fonds de roulement

au 31 décembre en €	2012	2013
Dotations, réserves et affectations	23 578 720	25 934 121
+/- Différences sur réalisations	288 207	-121 793
+/- Résultat (fonctionnement)	2 148 646	3 305 911
+ Subventions	16 945 495	17 478 311
+ Provisions pour risques et charges	0	0
= Ressources propres élargies	42 961 067	46 596 550
+ Dettes financières (hors obligations)	12 881 979	12 106 765
= Ressources stables (E)	55 843 046	58 703 314
Immobilisations propres nettes (hors en cours)	46 668 306	46 648 177
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	<i>1 165 029</i>	<i>1 196 951</i>
<i>dont immobilisations corporelles</i>	<i>45 675 497</i>	<i>45 625 061</i>
<i>dont immobilisations financières</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
+ Immobilisations en cours	3 745 661	3 745 661
+ Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition ou d'une affectation	3 255 170	3 255 170
= Emplois immobilisés (F)	53 669 137	53 649 008
= Fonds de roulement net global (E-F)	2 173 909	5 054 306
<i>en nombre de jours de charges courantes</i>	<i>73,5</i>	<i>174,9</i>

2.4 - La trésorerie

au 31 décembre en €	2012	2013
Fonds de roulement net global	2 173 909	5 054 306
- Besoin en fonds de roulement global	620 278	2 081 394
= Trésorerie nette	1 553 631	2 972 911
<i>en nombre de jours de charges courantes</i>	<i>52,5</i>	<i>102,9</i>

Annexe 2 : Evolution des effectifs lors du passage en communauté d'agglomération

	CA 2013 communauté de communes	BP 2014 communauté d'agglomération
Personnels titulaires - effectifs pourvus		
emplois fonctionnels	0	0
filière administrative	6	7
filière technique	14	20
filière animation	1	1
filière médico-sociale	0	17
filière culturelle	21	21
filière sportive	3	3
Filière sociale	2	2
Total	47	71
Personnels non titulaires – effectifs pourvus		
Total	12	20
Total effectifs pourvus	59	91
Effectifs budgétaires	60	96
prévision de recrutement	1	5

Sources : Etats du personnel

Annexe 3 : Evolution des charges de personnel

en €	Communauté de communes		communauté d'agglo.	Evolution BP 2014 / CA 2013
	CA 2012	CA 2013	BP 2014	
Rémunération principale	911 655	902 795	1 379 208	53%
+ Régime indemnitaire voté par l'assemblée	132 131	131 466	224 433	71%
+ Autres indemnités	21 353	17 532	37 691	115%
= Rémunérations du personnel titulaire (a)	1 065 139	1 051 793	1 641 332	56%
<i>en % des rémunérations du personnel*</i>	<i>75,2%</i>	<i>76,8%</i>	<i>69,1%</i>	
Rémunération principale	297 541	277 473	607 648	119%
+ Régime indemnitaire voté par l'assemblée	42 639	37 776	73 458	94%
+ Autres indemnités	0	0	0	
= Rémunérations du personnel non titulaire (b)	340 180	315 249	681 106	116%
<i>en % des rémunérations du personnel*</i>	<i>24,0%</i>	<i>23,0%</i>	<i>28,7%</i>	
Autres rémunérations (c)	10 439	1 743	53 111	2946%
= Rémunérations du personnel hors atténuations de charges (a+b+c)	1 415 758	1 368 785	2 375 549	74%
Atténuations de charges	11 857	25 432	0	
= Rémunérations du personnel	1 403 901	1 343 353	2 375 549	77%
Rémunérations du personnel	1 403 901	1 343 353	2 375 549	77%
+ Charges sociales	560 993	596 815	1 149 461	93%
+ Impôts et taxes sur rémunérations	46 134	47 567	95 520	101%
+ Autres charges de personnel	6 400	8 026	4 004	-50%
= Charges de personnel interne	2 017 428	1 995 761	3 624 534	82%
<i>Charges sociales en % des CP interne</i>	<i>27,8%</i>	<i>29,9%</i>	<i>31,7%</i>	
+ Charges de personnel externe	173 974	193 152	201 766	4%
= Charges de personnel totales	2 191 403	2 188 913	3 826 300	75%

Source : logiciel ANAFI, d'après les comptes de gestion